

Hausse de 7,6% du prix des boissons alcoolisées au Burundi

PANA, 05/06/2008 Bujumbura, Burundi - Les Burundais amateurs de bière vont devoir débours 50 francs burundais supplémentaires pour se procurer une bouteille de "PRIMUS", la marque la plus populaire et la plus consommée de l'entreprise ayant le monopole de production et de commercialisation des boissons alcoolisées au Burundi, la BRARUDI, a-t-on appris jeudi, de source officielle. La hausse, de l'ordre de 7,6%, fait passer le prix d'une bouteille de cette marque de bière très prisée par les couches populaires pour son coût encore plus abordable, de 700 francs burundais à 750 (un dollar vaut 1.190 francs burundais) dans la nouvelle tarification rendue publique, jeudi, par la BRARUDI.

L'entreprise n'est pas à son coup d'essai. En janvier dernier, elle avait annoncé des augmentations de 100 francs burundais sur les limonades et de 50 francs sur la marque de bière encore plus prestigieuse, Amstel, dont le coût unitaire avoisine aujourd'hui un dollar américain dans les débites de boisson de classe moyenne. Selon les statistiques officielles, plus de 70% de la population burundaise vivent en dessous du seuil de pauvreté pour l'équivalent de moins d'un dollar par jour et risquent de ne pas se sentir concernés outre mesure par les hausses intempestives de la BRARUDI. L'Association burundaise des consommateurs (ABUCO) avait pratiquement déclenché trois jours de "deuil national", à l'annonce des précoces hausses des prix des bières et limonades de la BRARUDI. A l'époque, la BRARUDI avait invoqué diverses raisons, à commencer par l'inflation qui atteignait 14,5% en janvier 2008, les cours mondiaux de certaines matières premières qui auraient flambé, dans le cas du houblon, de 239% et de 86% pour le malt. L'argument de la flambée des cours de l'or noir sur le marché mondial est venu s'ajouter aux précédents motifs et, selon la BRARUDI, le carburant aurait connu une hausse de l'ordre de 7,5% au Burundi depuis le début de l'année 2008. Les pétroliers, eux aussi, en veulent encore et ont organisé des piquets artificielles dans le pays depuis le début de cette semaine pour contraindre le gouvernement burundais à concéder de nouvelles hausses des prix de l'essence à la pompe, afin de ne pas continuer de travailler à perte, disent-ils. Du côté des consommateurs, la grogne monte à nouveau et fait craindre des troubles sociaux au rythme où flambent les prix de pratiquement tous les produits de première nécessité au Burundi. Les fonctionnaires de l'État se relaient déjà en grèves depuis le début de l'année suite de revendication des augmentations salariales plus adaptées au coût réel de la vie dans un pays aux ressources internes limitées et qui tente difficilement de sortir de plus de 14 ans de guerre qui ont littéralement ruiné l'économie nationale. Du côté du gouvernement, le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, s'est déjà chargé de dire aux fonctionnaires qu'il ne tolérerait pas encore longtemps le désordre social, avant de les inviter à considérer les moyens limités du pays et ne pas continuer de "demander la lune".